

De "O.F.F.A." geeft kennis van de beslissingen van de commissie, en de redenen die deze beslissingen ondersteunen, aan de betrokken bedrijven en operatoren in alternerende opleiding, met vermelding, in voorkomend geval, van de kennisgevingen gericht aan de bedrijven, de referenties van de operatoren in alternerende opleiding betrokken bij de dossiers behandeld door de commissie.

§ 4. Bij elk verhoor worden de vertegenwoordiger(s) van het bedrijf minstens twintig dagen vóór het verhoor op de hoogte gebracht van:

- 1^o de datum van het verhoor en de gronden waarop ze berust;
- 2^o de mogelijkheid dat de vertegenwoordiger(s) van het bedrijf worden vertegenwoordigd door een mandataris;
- 3^o de mogelijkheid om toegang te krijgen tot het dossier in verband met dit verhoor.

De termijnen bedoeld in de paragrafen 2 tot 4 kunnen worden bepaald of gewijzigd door de "O.F.F.A." in functie van de ernst van de vastgestelde tekortkomingen.

Als het bedrijf niet wenst om gehoord te worden, kan ze haar middelen schriftelijk laten gelden ten behoeve van de betrokken operator in de alternerende opleiding.

HOOFDSTUK III. — Certificering

Art. 6. De leerling die slaagt voor zijn alternerende opleiding bij het "I.F.A.P.M.E." of de "S.F.P.M.E." krijgt, na de vaardigheden geïdentificeerd op de niveaus a, b en c van zijn opleidingsplan te hebben verworven, een leergetuigschrift, een kwalificatiecertificaat (CQ6 of CQ7), een specifiek kwalificatiecertificaat, een gelijkwaardige titel of een gelijkwaardig certificaat.

Met het oog op de vereenvoudiging, de automatie en de complementariteit tussen de operatoren, als dit leergetuigschrift, dit specifiek kwalificatiecertificaat of gelijkwaardige titel wordt verleend op basis van een opleidingsprofiel opgesteld door de "S.F.M.Q." of de "C.C.P.Q.", bepaalt de Regering van de Franse Gemeenschap de modaliteiten volgens welke deze titels gelijkwaardig verklaard kunnen worden met het kwalificatiecertificaat van het secundair onderwijs met een volledig leerplan samen met het getuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs.

De leerlingen die een getuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs niet kunnen valoriseren volgens de modaliteiten bepaald in het tweede lid zullen de proeven kunnen afleggen voor het verkrijgen van dit getuigschrift via de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 7. De in dit besluit bedoelde termijnen worden in dagen berekend. De dag van de akte die de aanvang van de termijn uitmaakt, is niet inbegrepen. De vervaldag wordt meegerekend in de termijn. Indien die dag evenwel een zater-, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2016, met uitzondering van artikel 5.

Art. 9. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juni 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203882]

8 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon, les articles 5,18 et 19;

Vu l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, les articles 15, alinéa 1^{er}, et 17;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance;

Vu le rapport du 28 avril 2016 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 13 mai 2016;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office francophone de la Formation en Alternance, donné le 17 mai 2016;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 23 mai 2016;

Vu l'avis du Conseil consultatif de la formation en alternance, donné le 6 juin 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 avril 2016;

Considérant que le Gouvernement wallon entend en ce qui concerne les articles 4 à 6 et 9 *partim* du présent arrêté, utiliser, conformément à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, son pouvoir général d'exécution permettant de fonder, en ce qui concerne le présent projet le pouvoir de déterminer des dispositions relatives à l'octroi d'incitants financiers aux opérateurs de formation en alternance tels que visés à l'article 4, 4°;

Considérant que si l'article 15, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération-cadre ne vise que les CEFA, il n'en demeure pas moins que le Gouvernement wallon, conformément à l'article 17 de cet accord de coopération-cadre ainsi qu'à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 entend utiliser son pouvoir général d'exécution afin de pallier l'absence de base légale concernant l'octroi d'incitants financiers à l'I.F.A.P.M.E.;

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française entend également, s'agissant d'un arrêté conjoint utiliser également son pouvoir général d'exécution;

Considérant que le décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2016;

Considérant qu'il convient que l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon soit dénoncé avec effet au 31 août 2016;

Considérant que les dispositions de mise en œuvre de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance doivent impérativement entrer en vigueur au début de l'année de formation 2016-2017;

Qu'il convient de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} septembre 2016;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des opérateurs de formation en alternance, des entreprises et des apprenants ayant introduit une demande à partir du 1^{er} septembre 2016, en conférant une base légale à leur demande;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir 1^{er} septembre 2016 jusqu'à l'adoption du présent arrêté devraient être réintroduites;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie;

Vu l'avis 60.749/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives à la dénonciation de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et la Gouvernement wallon*

Art. 2. L'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne, ci-après dénommé l'accord de coopération du 18 juin 1998, est dénoncé.

Art. 3. Les modalités transitoires de dénonciation de l'accord de coopération du 18 juin 1998 s'appliquent conformément à l'article 21 de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à l'octroi d'incitants financiers aux opérateurs de formation en alternance*

Art. 4. Pour l'application du chapitre II du présent arrêté on entend par :

1^o l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 : l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

2^o le Ministre : le Ministre qui a la Formation dans ses attributions;

3^o l'O.F.F.A. : l'Office francophone de la Formation en alternance, visé à l'article 4 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

4^o l'opérateur de formation en alternance, soit:

a) un centre d'éducation et de formation en alternance, en abrégé C.E.F.A., visé par le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance et tout établissement de l'enseignement de promotion sociale dont ceux coopérant avec les C.E.F.A.;

b) l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, en abrégé I.F.A.P.M.E., visé à l'article 1^{er}, 2^o, b), de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

5^o l'apprenant : le jeune visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3^o, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008, ayant conclu un contrat d'alternance ainsi que le jeune ayant conclu une convention de stage en année préparatoire;

6^o le contrat d'alternance : le contrat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7^o, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

7° la convention de stage en année préparatoire : le contrat visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, tel que conclu dans le cadre d'une année préparatoire, telle que définie à l'article 56 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

8° l'année de formation : la période qui débute le 1^{er} septembre et se termine le 31 août;

9° l'Administration : la Direction des Politiques transversales Région-Communauté du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

10° le fonctionnaire délégué de l'administration : le fonctionnaire disposant d'une délégation de pouvoirs conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie.

Art. 5. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué de l'Administration octroie à l'opérateur de formation en alternance, dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions du présent arrêté, une subvention de 1.000 euros par apprenant sous contrat d'alternance ou convention de stage en année préparatoire de minimum 270 jours consécutifs ou non durant l'année de formation sur laquelle porte la subvention, en ce compris toute période de suspension du contrat d'alternance ou de la convention de stage.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est destinée à soutenir et à améliorer la qualité de l'encadrement de l'apprenant et est, dès lors, dédiée à couvrir tout ou partie de la rémunération et des frais de fonctionnement du référent de l'apprenant.

Le Ministre peut adapter le montant visé à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, sa décision spécialement motivée tient compte de l'évolution des législations et réglementations relatives à la formation en alternance et à l'Enseignement de Promotion sociale et des avis et rapports que l'O.F.F.A. lui transmet, conformément à l'article 5 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008.

Art. 6. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué de l'Administration liquide la subvention à l'opérateur de formation en alternance sur la base d'une demande, introduite par l'opérateur de formation en alternance et validée par l'O.F.F.A., selon les modalités déterminées par le Ministre.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002 et le décret du 22 novembre 2007, est abrogé.

Art. 8. Les demandes d'agrément de l'action de formation en alternance introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance.

Un opérateur de formation en alternance qui bénéficie de la disposition transitoire visée à l'alinéa 1^{er}, ne bénéficie pas de la subvention visée à l'article 5, pour un même apprenant et pour la même année de formation.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 31 août 2016 en ce qui concerne les articles 2 et 3 et le 1^{er} septembre 2016 en ce qui concerne les articles 4 à 8.

Art. 10. La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juin 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[2017/203882]

8 JUNI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot opzegging van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering en betreffende de toekenning van subsidies aan de operatoren in alternerende opleiding

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering, de artikelen 5,18 en 19;

Gelet op het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, de artikelen 15, eerste lid, en 17;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière;

Gelet op het rapport van 28 april 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gegeven op 13 mei 2016;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de "Office francophone de la Formation en alternance" (Franstalige dienst alternerende opleiding), gegeven op 17 mei 2016;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 23 mei 2016;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor alternerende opleiding, gegeven op 6 juni 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 april 2016;

Overwegende dat de Waalse Regering het voornemen heeft wat betreft de artikelen 4 tot 6 en 9 *partim* van dit besluit om, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, een beroep te doen op de algemene uitvoeringsbevoegdheid waarop haar bevoegdheid berust om, wat betreft dit project, de bepalingen te kunnen bepalen betreffende de toekenning van financiële incentives aan de operatoren in alternerende opleiding zoals bedoeld in artikel 4, 4°;

Overwegende dat als artikel 15, eerste lid, van het kaderakkoord tot samenwerking alleen maar de "CEFA" beoogt, neemt zulks niet weg dat de Waalse Regering, overeenkomstig artikel 17 van dit kaderakkoord tot samenwerking alsook artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 het voornemen heeft om zijn algemene uitvoeringsbevoegdheid te gebruiken om het gebrek aan een wettelijke grondslag betreffende de toekenning van financiële incentives aan het "IFAPME" op te vullen;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap ook het voornemen heeft om zijn algemene uitvoeringsbevoegdheid te gebruiken aangezien het hier gaat om een gezamenlijk besluit;

Overwegende dat het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches op 1 september 2016 in werking is getreden;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering moet worden opgezegd met uitwerking op 31 augustus 2016;

Overwegende dat de bepalingen van uitvoering van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding dwingend in werking moeten treden aan het begin van het opleidingsjaar 2016-2017;

Overwegende dat dit besluit terugwerkende kracht op 1 september 2016 moet krijgen;

Dat de terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen wordt toegelaten voor zover ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst en voor de regularisatie van een rechtsstoestand of een feitelijke toestand, voor zover ze de eisen inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in aanmerking neemt;

Dat de aanneming in casu van een besluit met terugwerkende kracht tot gevolg heeft de versterking van de rechtszekerheid ten gunste van de operatoren in alternerende opleiding, de ondernemingen en de leerlingen die een aanvraag ingediend hebben vanaf 1 september 2016, waarbij een rechtsbasis aan hun aanvraag wordt verstrekt;

Dat bij gebrek aan een dergelijke wettelijke grondslag overwogen zou moeten worden dat alle aanvragen ingediend vanaf 1 september 2016 tot de aanneming van dit besluit opnieuw ingediend zouden moeten worden;

Dat de terugwerkende kracht in het voordeel van belanghebbenden is en, in die zin, verantwoord is;

Gelet op het advies 60.749/2 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de opzegging van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van het Waalse Gewest, hierna "het samenwerkingsakkoord van 18 juni 1998" genoemd, wordt opgezegd.

Art. 3. De overgangsmodaliteiten van de opzegging van het samenwerkingsakkoord van 18 juni 1998 zijn van toepassing overeenkomstig artikel 21 op het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de toekenning van financiële incentives aan de operatoren in alternerende opleiding

Art. 4. Voor de toepassing van hoofdstuk II van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008: het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Vorming;

3° de "O.F.F.A" : de "Office francophone de la Formation en alternance"(Franstalige dienst alternerende opleiding), bedoeld in artikel 4 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

4° de operator in de alternerende opleiding, ofwel:

a) een "Centre d'Education et de Formation en Alternance" (Centrum voor Alternerend Onderwijs en Opleiding), afgekort C.E.F.A., bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs en elke inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie waaronder de deelnemende inrichtingen met de C.E.F.A.;

b) het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, afgekort I.F.A.P.M.E. (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), bedoeld in artikel 1, § 1, 2°, b), van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

5° de leerling: de jongere bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008, die een alternerende overeenkomst heeft gesloten, alsook de jongere die een stageovereenkomst in een voorbereidend jaar heeft gesloten;

6° de alternerende overeenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 1, § 1, 7°, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

7° de stageovereenkomst in een voorbereidend jaar : de overeenkomst bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, zoals gesloten in het kader van een voorbereidend jaar, zoals bepaald in artikel 56 van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

8° het opleidingsjaar: de periode die op 1 september begint en die op 31 augustus eindigt;

9° de administratie: de Directie Overkoepelend Beleid Gewest-Gemeenschap van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

10° de gemachtigd ambtenaar van de administratie: de ambtenaar die over een delegatie van bevoegdheden beschikt krachtens het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 5. De Minister of de gemachtigd ambtenaar van de administratie kent aan de operator in de alternerende opleiding, binnen de perken van de begrotingskredieten en onder de voorwaarden van dit besluit, een subsidie toe van 1.000 euro per leerling met een alternerende overeenkomst of een stageovereenkomst in een voorbereidend jaar van minimum 270 al dan niet opeenvolgende dagen tijdens het opleidingsjaar waarop de subsidie betrekking heeft, met inbegrip van elke schorsingsperiode van de alternerende overeenkomst of de stageovereenkomst.

De subsidie bedoeld in het eerste lid is bestemd om de kwaliteit van de begeleiding van de leerling te steunen en te verbeteren en is, dan ook, bestemd om het geheel of een gedeelte van de bezoldiging en de werkingskosten van de referentiepersoon van de leerling te dekken.

De Minister kan het bedrag bedoeld in het eerste lid aanpassen. In dit geval houdt zijn met redenen omklede beslissing rekening met de ontwikkeling van de wetgevingen en regelingen betreffende de alternerende opleiding en het onderwijs voor sociale promotie en de adviezen en verslagen die de "O.F.F.A." hem overmaakt overeenkomstig artikel 5 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008.

Art. 6. De Minister of de gemachtigd ambtenaar van de Administratie betaalt het subsidiebedrag aan de operator in de alternerende opleiding op basis van een aanvraag, ingediend door de operator in de alternerende opleiding en goedgekeurd door de "O.F.F.A.", volgens de modaliteiten bepaald door de Minister.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2002 en het decreet van 22 november 2007, wordt opgeheven.

Art. 8. De erkenningsaanvragen van de actie van de alternerende opleiding ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit blijven onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière.

Een operator in de alternerende opleiding die in aanmerking komt voor de overgangsbepaling bedoeld in het eerste lid, komt niet in aanmerking voor de subsidie bedoeld in artikel 5, voor eenzelfde leerling en voor hetzelfde opleidingsjaar.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking op 31 augustus 2016 wat betreft de artikelen 2 en 3 en 1 september 2016 wat betreft de artikelen 4 tot 8.

Art. 10. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juni 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX